

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 38 – du 5 octobre au 12 octobre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM SUR : DÉFIS ET VULNÉRABILITÉS DES SYSTÈMES BANCAIRES AU PROCHE-ORIENT

Les banques du Proche-Orient n'assurent pas des niveaux suffisants d'investissements dans l'économie réelle, malgré leur poids prépondérant dans les secteurs financiers régionaux. L'accent porté sur l'investissement public et les entreprises d'État affaiblissent les flux destinés aux secteurs productifs privés et met à mal l'enjeu de diversification des structures productives. Tous les pays de la région se situent ainsi sous la moyenne mondiale de financement du secteur privé par rapport au PIB (98,6%), avec une moyenne de 50% pour les pays de la région, et des parts de crédits qui descendent à 13% du PIB pour le Liban et l'Irak.

Les niveaux d'inclusion financière sont très inégaux et créent des disparités de développement. Au niveau régional, les taux de bancarisation sont très hétérogènes, allant de 19% pour l'Irak à 93% pour Israël en 2021. Au niveau national, des inégalités d'accès au crédit sont également visibles. Le taux de bancarisation des femmes est systématiquement plus faible que la moyenne nationale, comme observé dans le cas jordanien avec un écart de 13 points de pourcentage en 2021. D'autres disparités peuvent exister, par exemple en Israël où un écart de 23 points de pourcentage existe entre le taux de bancarisation des populations juives et celui des populations arabes.

Les banques et l'État nourrissent des fragilités respectives, créant des risques financiers et macro-économiques importants. La boucle « banque-souverain » est en effet très présente au Proche-Orient, en particulier par le biais de l'exposition à la dette souveraine par les banques locales, notamment au Liban, en Égypte et en Jordanie. Ainsi, l'implication de l'État peut fragiliser la gouvernance et le rôle des banques, tandis que la fragilité des banques peut devenir un frein pour la croissance et le fonctionnement des marchés financiers.

Les banques du Proche Orient ont des performances et exposition au risque de solvabilité et liquidité très hétérogènes. Les niveaux de solvabilité des banques sont les fruits de modes de gouvernance différenciés selon les pays. La disponibilité de liquidités dans les banques est lourdement influencée par et le niveau des dépôts et de confiance dans le système bancaire, facteur qui a notamment provoqué une crise de liquidités au Liban depuis 2020. L'absence de marché interbancaire, notamment en Irak, est un facteur de fragilisation des banques qui se retrouvent vulnérables en situation de pénuries de liquidités. Le niveau de performance des banques varie fortement selon les pays. L'Égypte et Israël enregistrent respectivement un rendement sur leurs fonds propres (RoE) en 2022 de 16,1% et 16,4%, ainsi qu'un taux de crédits non-performants de 3,4% et 0,71%. La Syrie fait également partie des pays avec les rendements sur ses fonds propres les plus élevés (31,95% en 2021). En revanche, l'Irak et le Liban enregistrent les moins bonnes performances bancaires de la région, avec un RoE qui s'élevait respectivement en 2021 à 4,8% et 0,35%.

Les banques sont concurrencées par des systèmes parabancaires, dans un contexte d'économie en cash qui compromet l'efficacité de celles-ci. L'importance de l'intermédiation financière par les banques est remise en cause par la part grandissante de l'économie informelle opérant en cash. Dans ce contexte, les bureaux de change et hawala font concurrence aux banques traditionnelles, en particulier en Irak, au Liban et en Syrie.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 50%

TAUX MOYEN DE  
BANCARISATION  
AU PROCHE-ORIENT

Service Économique Régional de Beyrouth

## INFOS DE DERNIÈRE MINUTE

Les évènements en cours en Israël et dans les territoires palestiniens auront des conséquences socio-économiques importantes dans la région. Le Service Économique Régional de Beyrouth et les services économiques de la circonscription diffuseront ultérieurement des analyses économiques liées au conflit en cours.

## ÉGYPTE

### 1. NOUVELLE DÉGRADATION DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'ÉGYPTE.

Au mois d'octobre 2023, plusieurs institutions internationales ont dégradé les perspectives de croissance égyptienne pour l'exercice budgétaire en cours. Le FMI a abaissé ses perspectives de croissance en Égypte pour 2023/24 à 3,6 % par rapport à sa précédente prévision de 4,1 % en juillet dans ses dernières [Perspectives économiques mondiales](#). C'est la deuxième fois cette année que le Fonds abaisse ses prévisions pour 2024, les ramenant à 4,1 % contre 5,0 % en juillet, en raison notamment de la pénurie de devises étrangères et la perte de confiance des investisseurs. [La Banque Mondiale](#) et [la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement \(BERD\)](#) ont aussi récemment revu à la baisse leurs perspectives de croissance à respectivement 3,7 % et 4,3 % pour l'exercice 2023/24. Pour justifier ces perspectives, les différentes institutions citent les contraintes structurelles dans tous les secteurs, une inflation élevée, la pénurie de devises et un espace budgétaire limité. À noter toutefois que le FMI a révisé à la hausse ses estimations pour 2022/23 de 3,7 % à 4,2 %.

Prévisions de croissance par exercice budgétaire	2021/22	2022/23	2023/24
Ministère des finances (MoF)	5,40%	4,20%	4,10%
FMI	6,70%	4,20%	3,60%
Banque Mondiale (BM)	6,60%	4,20%	3,70%
BERD	7,10%	4,20%	4,30%

Sources : MoF, FMI, BM, BERD

### 2. MOODY'S DÉGRADE LA NOTE SOUVERAINE DE L'ÉGYPTE.

L'agence de notation [Moody's](#) a dégradé la notation souveraine de l'Égypte ce jeudi 5 octobre 2023 de B3 (perspective négative) à Caa1 (perspective stable). Les autres agences, S&P et Fitch, sont toujours sur le niveau de B avec des perspectives négatives sur la note, soit un écart de deux crans entre ces agences. Pour Moody's, la dégradation du risque est

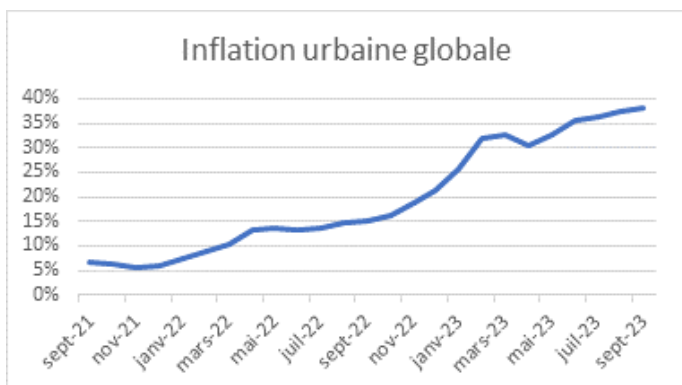
principalement due à la persistance des pénuries de devises et ce malgré l'amélioration du solde courant, en déficit de seulement 1,2 % du PIB en juin 2023 (selon les calculs de l'agence) en raison des bonnes rentrées touristiques et des recettes du canal de Suez. Tout en reconnaissant les bonnes performances de la politique fiscale, et les aides renouvelées des pays du Golfe pour soutenir la liquidité en devises, l'agence alerte sur les risques liés à la forte inflation et aux poids de la dette publique. En raison de leur surexposition au risque souverain, cinq des principales banques du pays (National Banque of Egypt, Banque Misr, Banque du Caire, Commercial International Bank et la Banque d'Alexandrie) ont également vu leur notation du crédit à long terme être dégradée d'un cran de B3 à Caa1 pour les quatre premières et de B2 à B3 pour la Banque d'Alexandrie.

Agence	Notation	Perspective	Dernière révision
Moody's	Caa1	Stable	oct-23
Fitch	B	Négative	mai-23
Standard & Poor's	B	Négative	avr-23

Source : Moody's - Fitch - S&P

### 3. L'INFLATION ATTEINT LE NIVEAU RECORD DE 38% EN SEPTEMBRE.

L'inflation égyptienne a atteint un nouveau record historique en septembre, l'impact de la pénurie de devises étrangères et d'une série de dévaluations continuant d'alimenter la hausse des prix. L'inflation urbaine s'affiche à 38 % en glissement annuel contre 37,4% en août 2023, faisant de septembre le quatrième mois consécutif de records, selon les chiffres publiés hier par l'agence de statistiques [Capmas](#). L'inflation globale dépasse les 30 % depuis février dernier. Les prix des aliments et des boissons – les composantes les plus importantes du panier de biens et services utilisés pour calculer l'inflation – ont atteint un niveau record de 73,6 % en septembre glissement annuel, contre 71,4 % en août. Ce chiffre est imputable aux prix des fruits et légumes, qui ont plus que doublé en glissement annuel. Le gouvernement et les producteurs et commerçants de produits alimentaires du secteur privé ont récemment convenu de réduire les prix de 10 produits alimentaires de 15 à 25 % à partir du 14 octobre. Cette décision devrait contribuer à alléger temporairement la hausse du coût de la vie pour les ménages à revenu faible et moyen.



## IRAK

### 1. SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE LES FÉDÉRATIONS BANCAIRES IRAKIENNE ET JORDANIENNE.

L'*Iraqi Private Banks League* (IPBL) – qui regroupe l'essentiel des quelques 79 banques privées d'Irak – et la *Jordanian Association of Banks* ont signé le 9 octobre un protocole d'entente pour renforcer leur collaboration. L'accord prévoit des formations, des consultations régulières ainsi que des mesures visant à faciliter les opérations bancaires entre les deux pays. Les banques jordaniennes sont déjà actives en Irak, notamment via la *Capital Bank of Jordan*, actionnaire principal de la *National Bank of Iraq*, l'une des banques privées les plus importantes. L'Irak est actuellement engagé dans un mouvement de consolidation et de renforcement de son secteur privé, qui est très morcelé et ne représente que 10% des dépôts et 19% des actifs. Ainsi, le 18 juillet, la Banque Centrale a annoncé d'augmenter progressivement l'exigence de fonds propres des banques privées afin d'encourager leurs fusions.

### 2. LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE PRÉVOIENT UNE CONTRACTION DU PIB DE L'IRAK EN 2023.

A l'occasion de leurs assemblées annuelles, les deux institutions ont dévoilé leurs principales prévisions macroéconomiques pour l'économie mondiale en 2023 et 2024. Selon la [Banque Mondiale](#), le PIB irakien devrait reculer de 2,3% en 2023. Le [FMI](#) a sensiblement revu à la baisse ses prévisions, avec une contraction du PIB en 2023 (-2,7%, contre une croissance de 3,7% prévue en avril 2023). Ces chiffres sont liés au volume relativement faible d'exportations de pétrole (du fait de la fermeture de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan en mars), à la baisse du prix du baril par rapport à 2022 (malgré une remontée du cours depuis le début du 2<sup>ème</sup> semestre 2023) et à la contraction de la demande mondiale dans un contexte de resserrement des politiques

monétaires américaine et européenne. Le FMI et la Banque Mondiale estiment cependant que la croissance irakienne reprendra en 2024, avec des estimations respectives de 2,9% et 4,3%.

### 3. L'IRAK S'ENGAGE DANS LA DIVERSIFICATION DE SES APPROVISIONNEMENTS EN GAZ NATUREL.

Le Premier Ministre Mohammed Chia Al-Soudani a présidé, le 8 octobre, une réunion visant à diversifier les sources d'approvisionnement en gaz du pays. Aboutissement de discussions engagées depuis plusieurs mois, un protocole d'entente a été signé entre l'Irak et le Turkménistan pour la fourniture de gaz destiné à alimenter la production d'électricité. L'Irak pourrait également importer du gaz liquéfié en provenance du Qatar. À cette fin, la construction d'un terminal de regazéification de GNL dans le port de Al-Faw, en construction, est à l'étude par un consultant italien. Pour mémoire, l'essentiel des importations de gaz en Irak provient actuellement de l'Iran.

### 4. INAUGURATION DU PROJET D'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE ENTRE LE CCEAG ET L'IRAK.

Le projet a été inauguré lors d'une cérémonie à Dammam, en présence du Gouverneur de la province Est d'Arabie Saoudite et du président de l'Autorité d'Interconnexion électrique du CCEAG. Le projet consiste en la construction d'une ligne haute tension de 400 KV de 295 km de long reliant la sous-station électrique d'Al Wafra au Koweït à Al-Fao. Le coût du projet est estimé à 220 M USD. La ligne haute-tension aura une capacité de transport d'électricité de 500 MW, dans une première phase, qui sera augmentée à 1800 MW ultérieurement. L'achèvement de la 1<sup>ère</sup> phase est prévu fin 2024.

## IRAN

### 1. LE FMI REVOIT À LA HAUSSE (3,8 %) SES ESTIMATIONS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE POUR L'IRAN POUR 2022/2023.

Dans le cadre de la publication annuelle de ses perspectives économiques mondiales le 10 octobre dernier, le FMI a réévalué ses estimations de croissance par rapport à celles d'octobre 2022 :

- (i) 3,8% - croissance du PIB iranien pour 2022/2023 (+0,8 pp),
- (ii) 3% - croissance prévisionnelle du PIB pour 2023/2024 (+1 pp),
- (iii) 4,2% du PIB excédent du compte courant 2022/2023 (+2,6 pp),

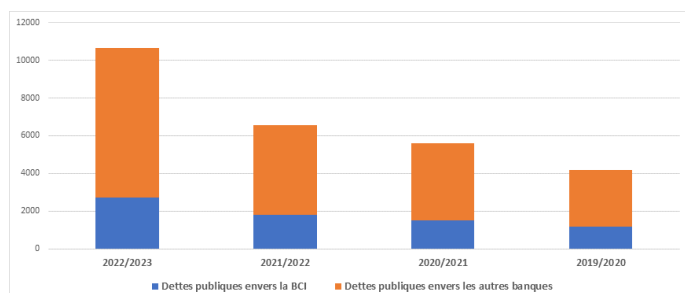
(iv) 45% - inflation moyenne de 2022/2023 (+5 pp).

## 2. BAISSÉ DE 0,6% DE L'IPC EN SEPTEMBRE 2023.

Selon le Centre national des statistiques, l'indice des prix à la consommation (IPC) du mois de Shahrivar (21 septembre 2023) s'est établi à 46,1% en moyenne annuelle et 39,5% en glissement annuel. L'inflation alimentaire demeure le principal facteur de hausse des prix (+58,5% en g.a), notamment pour les « huiles et graisses » (+89% en g.a) et la « viande rouge » (+90,2% en g.a). Les ménages auraient dépensé 29,4% de leur revenu disponible par unité de consommation en biens alimentaires et 70,56% en biens non-alimentaire et services. L'inflation pour les ménages des zones urbaines se serait élevée à 45,6%, contre 48,9% pour les ménages des zones rurales.

## 3. HAUSSE DE LA DETTE PUBLIQUE ENVERS LE SYSTÈME BANCAIRE.

Selon la banque centrale, les dettes publiques envers le système bancaire au cours des deux derniers exercices fiscaux seraient passées de 6,5 M Mds IRR (en 2021/2022) à 10,6 M Mds IRR (en 2022/2023), soit une hausse de 63% en g.a. Les dettes publiques de l'exercice 2022/2023 envers la Banque Centrale et les autres banques s'élevaient, respectivement, à +52,1% et +66,2% en g.a et les dettes du secteur non-étatique envers le système bancaire seraient passées de 35,7 M Mds IRR (en 2021/2022) à 50,9 M Mds IRR (en 2022/2023), soit une hausse de 42,5% en g.a. durant l'exercice 2022/2023, la part des dettes publiques envers les autres banques ayant progressé de 72,7 à 74% en g.a, soit une hausse de 1,3% en g.a.



# ISRAËL

## 1. LA GUERRE AJOUTE AU RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE.

Avec la mobilisation d'au moins 360 000 réservistes, la fermeture des points de passage avec la Cisjordanie (200 000 travailleurs) ainsi que la hausse prévisible des dépenses publiques et la crise de certains secteurs de l'économie israélienne, le ralentissement économique est certain. En 2023 la croissance israélienne restera probablement

positive mais nettement plus basse que celle de l'an passé. Selon l'analyse des coûts des opérations militaires récentes, notamment de la Seconde Guerre du Liban, l'impact économique du conflit actuel devrait s'élever à au moins 1,5% du PIB (soit 7 Mds USD). Cela dépendra aussi de la durée de la guerre.

## 2. AFFAIBLISSEMENT DU SHEKEL PAR RAPPORT DOLLAR US.

Sur la décennie écoulée le shekel fut parmi les rares monnaies à s'apprécier vis-à-vis du dollar US. Cela était dû à l'excédent du compte courant israélien (importants investissements directs étrangers dans la Tech, développement des exportations de gaz naturel, couverture en shekel des gains boursiers réalisés aux USA par les investisseurs institutionnels israéliens). Selon l'analyse de JP Morgan Chase, antérieure à la guerre déclenchée le 8 octobre, cette situation prend fin durablement et avec elle la corrélation du cours du shekel avec celle du marché boursier américain.

Parallèlement, on constate aussi que le shekel a désormais effacé tous ses gains de la période 2020-2023 vis-à-vis de l'USD comme vis-à-vis de l'EUR. En outre, au lendemain des attaques terroristes, la Banque d'Israël a dû mobiliser 30 Mds USD pour défendre la monnaie. La tâche principale de la Banque Centrale devient désormais de s'assurer que l'économie est suffisamment irriguée par les liquidités.

## 3. LES VÉHICULES ÉLECTRIQUES DEVIENDRONT-ILS VERTS AVANT L'ÉLECTRICITÉ ?

D'après les scénarios du Ministère de l'Énergie, Israël comptera 1,3 million de véhicules électriques d'ici 2030 - on en recense actuellement un peu plus de 70 000. Ces derniers représenteront alors 30% du marché automobile contre 2% actuellement et consommeront 6% de l'énergie électrique du pays. Cette proportion montera à 15% en 2050. L'électrification des bus est également lancée et, d'ici 2030, 8000 bus électriques devraient rouler dans le pays, soit 35% du parc. Les stations de recharge sont en développement, il faut multiplier par 10 leur capacité dans les 7 ans à venir. Dans le même temps, la part de l'électricité d'origine renouvelable aura bien du mal à passer de 10% (proportion actuelle) à 30% (la cible fixée par l'État).

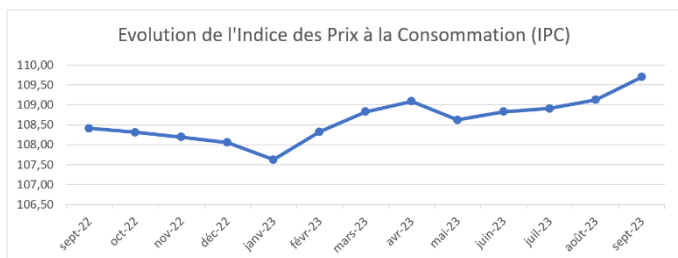
## JORDANIE

### 1. LÉGÈRE HAUSSE DES TRANSFERTS DE FONDS DES TRAVAILLEURS JORDANIENS EXPATRIÉS.

Selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les transferts de fonds des travailleurs expatriés (*remittances*) ont observé une légère croissance (+0,6 %) lors des huit premiers mois de 2023 passant de 2,25 Mds USD au cours des huit premiers mois de 2022 à 2,26 Mds USD sur la même période de 2023. Selon le FMI, le montant des fonds transférés – pourtant habituellement corrélés aux cours du pétrole, du fait de la forte part de travailleurs jordaniens dans le Golfe – ne devraient pas diminuer et rester plus ou moins stables en 2023) passant de 3,1 Mds USD (soit 6,5 % du PIB) à 3,2 Mds USD (6,4 % du PIB prévisionnel), soit +2,6 % en g.a.

### 2. HAUSSE DE L'INDICE DES PRIX EN SEPTEMBRE 2023.

Selon les chiffres publiés par le Département des statistiques (DoS) et calculé en glissement annuel (g.a.), le taux d'inflation s'est élevé à 1,19 % à la fin du mois de septembre 2023 par rapport au même mois de 2022. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a atteint 109,7 en septembre 2023 contre 108,41 en septembre 2022. Calculé en moyenne, le taux d'inflation s'élève à 2,31 % pour les neuf premiers mois de 2023, par rapport à la même période de 2022. Cette hausse résulte de l'augmentation des prix dans les catégories suivantes : « combustibles et l'éclairage » (+9,04 %), « produits laitiers et œufs » (+6,62 %), « culture et loisirs » (+6,22 %), « meubles, tapis et couvres lits » (+5,56 %), et « loyer » (+4,3 %). Pour rappel, le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 4,2 % en 2022. Le FMI prévoit un taux d'inflation de 2,7 % pour 2023.



## LIBAN

### 1. MAINTIEN DU PMI SOUS LA BARRE DES 50 EN SEPTEMBRE 2023.

Après un pic à 50,2 en juin 2023, le *Purchasing Managers' Index* (PMI) a modestement augmenté

entre août (48,7) et septembre 2023 (49,1). Ce niveau confirme la stabilisation relative de l'environnement des affaires, porté par la stabilité du taux de change parallèle (89 565 LBP/USD en moyenne en septembre), malgré des déficiences économiques encore importantes. Le niveau atteint en septembre est en effet similaire à la moyenne du 1<sup>er</sup> semestre 2023 (49,2) et témoigne d'une instabilité économique persistante qui entrave la performance globale du secteur privé. L'incapacité à mettre en œuvre les actions préalables du programme FMI, le déficit commercial, ainsi que la persistance de l'inflation (230% en g.a. en août 2023) sont des exemples de freins au redressement économique.

## PALESTINE

### 1. L'UNIQUE CENTRALE ÉLECTRIQUE DE GAZA À L'ARRÊT FAUTE DE CARBURANT.

L'autorité gazaouie de l'énergie a annoncé le 11 octobre l'arrêt de la centrale électrique de l'enclave qui produisait 65 mégawatts (MW) pour les Gazaouis en plus des 120 MW fournis par l'*Israeli Electric Corporation* avant la cessation de l'approvisionnement de la bande de Gaza en électricité israélienne.

Le déficit d'électricité est ainsi porté à 80% environ et le nombre d'heures d'électricité par jour s'élève désormais à 4h par jour dégradant tous les autres services publics notamment de santé et d'assainissement de l'eau.

Quand elles ne ferment pas, les usines de dessalement fonctionnent au ralenti du fait des coupures d'électricité. Les stations d'épuration ont aussi été endommagées engendrant des inondations et le mélange d'eaux potable et usée. Les hôpitaux recourent à des générateurs d'urgence mais ils risquent de cesser de fonctionner sans livraison rapide de carburant.

### 2. AIDE PUBLIQUE EUROPÉENNE AU DÉVELOPPEMENT DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS.

Après l'attaque du Hamas le 7 octobre, l'Autriche a suspendu ses programmes d'aide au développement dans les Territoires palestiniens (TP). L'Allemagne suspend provisoirement son aide au développement dans l'attente d'une revue mais maintient son aide humanitaire.

Après une annonce de suspension immédiate de toute l'aide européenne dans les Territoires palestiniens par le commissaire Varelhy, la

commission européenne, sous la pression des États membres, a dû revenir sur ces déclarations.

### **3. DON DE 500,000\$ DE BANK OF PALESTINE AUX RÉFUGIÉS GAZAOUIS.**

La *Bank of Palestine* (BoP) fait un don de 500 000 USD au bénéfice des réfugiés gazaouis dans les écoles de l'UNRWA via le programme alimentaire mondial. Le 12 octobre, les Nations Unies recensent 340 000 déplacés internes dont près de 220 000 accueillis dans 92 écoles de l'UNRWA, 105 000 accueillis chez des proches et 15 000 dans 18 écoles publiques.

En 2021, Proparco a pris une participation au sein du capital de BoP de 12 M USD par une émission spéciale d'actions. La banque s'impose comme la principale institution financière des Territoires palestiniens et a reçu de multiples garanties de la part de l'Agence Française de Développement.

L'objectif du dernier financement en 2022 d'un montant de 9 M EUR est d'encourager BoP à cibler les segments mal desservis par le secteur bancaire avec l'ambition d'accompagner 270 MPME.

## **SYRIE**

### **1. INAUGURATION DE PROJETS DE RÉHABILITATION À ALEP.**

Lourdement détruite pendant le conflit, la ville d'Alep fait l'objet de projets d'investissement dans les domaines du logement, de l'énergie, et du tourisme. Le Premier Ministre Hussein Arnous a inauguré le 5 octobre dix nouveaux immeubles résidentiels dans le quartier de Hanano, ainsi que la turbine n°1 de la centrale thermique d'Alep. Tandis que les autres turbines (2,3,4) ne sont toujours pas opérationnelles, des travaux et financements iraniens ont permis de réhabiliter la turbine n°1 (capacité installée de 202 MW). L'hôtel 4 étoiles *Al-Tahhan Heritage* a également été inauguré dans le cadre d'un BOT (*Build-Operate-Transfer*) négocié avec une entreprise majoritairement détenue par des investisseurs koweïtiens.

**LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR** EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.  
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**

**RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**

**POUR VOUS ABONNER : [BEYROUTH@DGTRESOR.GOUV.FR](mailto:BEYROUTH@DGTRESOR.GOUV.FR)**